

**Le très hon. M. Gardiner:** Ne regardez pas trop loin, et tout ira bien.

**M. Argue:** Nous avons perdu le marché anglais pour d'autres produits et notre blé n'a plus ce débouché. La perte de notre marché des céréales outre-mer suscitera de graves difficultés aux producteurs canadiens de blé. Je dis donc que le gouvernement actuel est responsable de la situation économique dans laquelle se trouve en ce moment l'Ouest canadien.

**M. Byrne:** En voilà une bonne!

**M. Argue:** On n'a fait aucun effort pour collaborer avec les États-Unis en vue d'établir un programme commun de vente. Le ministre de l'Agriculture s'est opposé, en 1949, à une mise en commun internationale des vivres pour l'écoulement de nos excédents. Cette année, cinq ans plus tard, le Canada subit les conséquences de cette décision prise par le ministre de l'Agriculture en 1949.

Je tiens à dire au Gouvernement que les producteurs de l'Ouest le tiennent responsable de leur situation économique actuelle. Au début de la présente session, l'automne dernier, les membres de notre groupe ont demandé au Gouvernement de prendre des mesures pour placer de l'argent entre les mains des cultivateurs. Nous avons demandé qu'il verse des avances pour l'achat des céréales dans les entrepôts et sur les fermes. On nous a dit que la situation économique était bonne, que les cultivateurs n'avaient jamais été en meilleure posture. Comme d'habitude, le ministre de l'Agriculture a manifesté son optimisme: tout allait bien, les prix étaient élevés sur le marché d'exportation et, dans quelques mois, tout serait rentré dans l'ordre.

Tout ne va pas très bien; au contraire, les choses empirent. Nos débouchés d'exportation ont fléchi au point où, en mai cette année, les ventes de blé ont atteint le chiffre le plus bas de notre histoire, bien au-dessous de la moyenne relative au mois de mai à l'égard de nos exportations des dix dernières années.

Le ministre du Commerce a dit: "Oh! une des raisons pour lesquelles nos exportations ont fléchi, c'est qu'il y a eu une grève au port de Vancouver l'an dernier et il en est résulté de fortes exportations en mai. L'an dernier, nos exportations en mai s'établissaient à 46 millions de boisseaux, tandis qu'en mai cette année,—et ces chiffres ne sont pas absolument exacts, mais approximatifs; cependant, le ministre a dit l'autre jour qu'ils étaient passablement précis,—nos exportations n'étaient que de 16 millions de boisseaux environ. Il y a deux ans, en 1952, les exportations du mois de mai, alors qu'il n'y

avait pas de grève à Vancouver, se sont établies de 43·7 millions de boisseaux. Si l'on ne veut pas prendre pour base le mois de mai de l'an dernier, qu'on prenne le mois de mai de l'année antérieure. Les exportations ont baissé de 43 millions de boisseaux à 16 millions.

J'ai parcouru les chiffres de la Commission du blé jusqu'à 1946 et je me serais reporté encore plus loin mais le chiffre des exportations de blé, pour le mois de mai, ne figure pas dans les rapports annuels antérieurs à 1946. Tous les chiffres des années passées sont beaucoup plus élevés que ceux du mois de mai cette année. Au cours d'une période de cinq semaines, l'an dernier, se terminant le 3 juin 1953, nos exportations de blé se sont établies à 44 millions de boisseaux. Au cours de la même période de cinq semaines cette année, elles n'ont été que de 18 millions de boisseaux. Il y a un an, au cours de la période de cinq semaines, nos exportations d'orge ont été de dix-huit millions de boisseaux, comparativement à trois millions de boisseaux pour la période cette année. Nos exportations de blé ont baissé de 60 p. 100, nos exportations d'orge de plus de 80 p. 100.

Je n'aurais jamais pensé, l'automne dernier, que nos exportations de mai descendraient aussi bas qu'elles le sont en ce moment. Mais je prévoyais des difficultés. A l'époque, nous avons demandé au ministre du Commerce de nous donner un exposé réaliste de la situation. Évidemment, celle-ci paraît en première page des journaux; nous n'y trouvons rien à redire. Quant à nos observations à nous, elles sont reléguées au bas de la page ou même à la troisième ou quatrième page. La déclaration du ministre retient l'attention et les détaillants et les petits marchands de l'Ouest canadien pensent que sa déclaration est exacte. Vu qu'ils ont pensé que l'étude que le ministre a faite de la situation des céréales était exacte, ils ont accordé beaucoup de crédit et, à l'heure qu'il est, dans tout l'Ouest du Canada, des douzaines de marchands d'instruments aratoires, de vendeurs d'automobiles et de marchands de tous genres font faillite.

**M. Byrne:** Comment va le commerce de la quincaillerie?

**M. Argue:** Je parle du détaillant de la petite ville qui est le centre vital de la région de culture du blé, et le petit marchand d'une ville d'importance moyenne, dans l'Ouest canadien, fait face à de graves difficultés attribuables en partie aux avis et aux prévisions du ministre du Commerce. Dans ses prévisions, il a dit aux détaillants que tout allait bien, que la situation était merveilleuse en ce qui concerne le blé, que les exportations atteignaient leur niveau le plus élevé de notre